



HAL
open science

Géographie et mondialisation. Les géographes français face à la crise des années 1930

Jean-Baptiste Arrault

► **To cite this version:**

Jean-Baptiste Arrault. Géographie et mondialisation. Les géographes français face à la crise des années 1930. Annales de géographie, 2007, 116 (657), pp.493-512. halshs-00192949

HAL Id: halshs-00192949

<https://shs.hal.science/halshs-00192949>

Submitted on 29 Nov 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ARRAULT Jean-Baptiste
Géographie-cités, UMR 8504, Equipe EHGO
13 rue du Four
75006 Paris
tél : 06 63 30 30 78
jbarrault@parisgeo.cnrs.fr

Titre de l'article :

Géographie et mondialisation. Les géographes français face à la crise des années 1930.

J.-B. Arrault, Doctorant Université de Paris I/UMR 8504, Géographie-cités, Equipe EHGO.

Résumé : Contrairement à ce qui est couramment pensé de la géographie française dans l'entre-deux-guerres (une géographie triomphante mais routinière et excessivement régionaliste), il apparaît que les années 1930, marquées par la crise économique mondiale, ont constitué un moment où non seulement la géographie humaine s'est appropriée de nouveaux objets, mais aussi où elle a modifié ses protocoles explicatifs : l'échelle mondiale est devenue en effet pour un grand nombre de géographes un élément important à prendre en compte dans l'analyse. Cette manifestation paradoxale de la mondialisation en géographie permet ainsi de relire l'histoire de la discipline à son époque classique : on propose de valoriser le contexte critique des années 1930 dans l'ouverture de la géographie à la mondialisation.

Mots-clé : Crise des années 1930, Explication géographique, Histoire de la Géographie, Géographie économique, Mondialisation.

Geography and Globalization. French Geographers in front of the 1930's Crisis.

Abstract : In contrary to what is generally thought about french geography during the 1920s and 1930s, that is to say a triumphant geography but too set in its regionalistic ways, the paper intends to show that the 1930s, with the world economic crisis, were a time when human geography not only discovered some new objets, but also modified its own procedures of explanation. The world scale became indeed for a lot of geographers an essential part of analysis. This quite paradoxal emergence of globalization in the geographical discourse allows us to reread the french geography's history in its classical age. That implies to emphasize the role of the 1930s critical context in the opening up of geography to globalization.

Key-words : 1930s World Crisis, Economic Geography, Geographical Explanation, History of Geography, Globalization.

Les années 1930 et même tout l'entre-deux-guerres sont très souvent considérés, par les historiens de la mondialisation, comme une période de repli, entre la « première mondialisation » d'avant 1914 (Berger, 2003) et les Trente Glorieuses. Ce schéma a le mérite de la clarté ; il convient même, à la rigueur, si l'on se contente de définir la mondialisation à partir de critères économiques tels que le commerce extérieur ou les investissements à l'étranger. Mais si l'on cherche à définir plus spécifiquement la mondialisation comme un processus de mise en relation et surtout de mise en dépendance des parties du monde entre elles, comme une dynamique de rupture d'isolement, on ne voit pas *a priori* en quoi l'internationalisation des économies produirait plus de *mondialité* (dimension mondiale des phénomènes) qu'une crise économique d'échelle mondiale. Il s'agit certes alors d'une mondialité « en négatif », mais les pays du monde ne se trouvent pas moins en état de dépendance mutuelle. Si les années 1920 et 1930 ont été marquées par la montée des nationalismes, le repli sur les empires coloniaux, le désir d'autarcie, il n'est pas certain que les contemporains aient été convaincus de la possibilité d'une telle (re)fermeture du monde ni d'une disparition de toute mondialité. En géographie, il semble bien, *a contrario*, que l'on se soit trouvé face à une sorte de *dilemme*, pour reprendre un terme d'Ernest Minor Patterson dans un ouvrage de 1930 où il examine « l'obstacle qu'oppose le nationalisme au libre mouvement de population et de denrées nécessaires à une époque de dépendance économique internationale » (Platt, 1931a). Le discours géographique des années 1930, tel qu'il s'exprime, pour ce qui nous concerne ici, dans les *Annales de Géographie* et dans les comptes rendus de la *Bibliographie Géographique Internationale*, oscillerait ainsi entre le constat d'un repli sur l'Etat-nation, avec une montée du protectionnisme, et celui d'une interdépendance entre les nations, qu'accompagne un plaidoyer récurrent pour la réouverture des frontières. Pour nombre de géographes, l'autarcie, même dans le cadre impérial, est un rêve, et la conjoncture économique des années 1930 agirait comme un révélateur de solidarité internationale, serait l'occasion d'une prise de conscience, sinon totalement nouvelle, du moins fortement renouvelée, d'un niveau avancé d'interpénétration des économies.

L'enjeu serait donc de caractériser plus précisément cette prise de conscience, de cerner combien les géographes des années 1930, au contraire des modèles historiographiques établis, sont non seulement très soucieux de ce qui se passe dans le monde (c'est l'« irruption du monde », le souci d'être en prise avec l'actualité, selon Robic, 1996a, p. 216) mais également, et comme en conséquence, très sensibles à la dimension mondiale des problèmes économiques. Plusieurs aspects mériteraient d'être abordés : l'omniprésence thématique et lexicale du *mondial* dans le discours géographique, l'intérêt manifeste pour le commerce, la production, la consommation, le marché, et ce à l'échelle mondiale, la conscience explicitée d'une interdépendance entre les nations, l'importance accrue en géographie de la statistique... Nous voudrions porter seulement l'attention dans cet article sur, d'une part, les interprétations habituelles de cette période de crise et de la géographie française classique, pour les mettre en discussion, en insistant notamment sur leur caractère insuffisamment *archéologique* (au sens où elles ne retourneraient pas assez aux textes), et d'autre part, sur l'attitude des géographes face à la crise économique elle-même, leur façon d'analyser son apparition, son fonctionnement, son évolution, les remèdes qu'on a tenté de lui appliquer. L'ambition est au final de corriger quelque peu le regard porté sur les années 1930, en montrant que ces années de crise pourraient être, en quelque manière, pensées sous le signe de la mondialisation – voire qu'a eu lieu dans les années 1930 une émergence décisive, quoique paradoxale, de l'échelle mondiale en géographie¹.

¹ Cet article s'inscrit dans une thèse en cours, dirigée par Marie-Claire Robic, sur l'émergence de la mondialisation dans les problématiques de la géographie, de la fin du XIX^e siècle aux années 1950.

1. La géographie en temps de crise : éléments d'une controverse historiographique.

La crise des années 1930 dans l'histoire de la mondialisation.

Les historiens de la mondialisation ont pris l'habitude de proposer pour la période contemporaine (XIX^e-XX^e siècles) une chronologie discontinuiste. Ils mettent en regard une « première mondialisation », dans les années 1880-1914, et la mondialisation actuelle, qui débute, selon les auteurs, dès 1945 ou vers 1970 ; et entre les deux s'intercale une phase de repli. Suzanne Berger, politiste américaine, parle ainsi d'« une parenthèse de soixante-dix ans » (2003, p. 7), et d'une « dislocation dévastatrice des liens d'interdépendance entre pays développés » après la Première Guerre mondiale (p. 10). L'historien François Crouzet fait le même diagnostic : « la crise de 1929, puis la dépression des années 1930 entraînèrent une désagrégation de l'économie mondiale, une déglobalisation, un recul de la mondialisation » (2002, p. 234). Pour l'économiste Régis Bénichi, l'entre-deux-guerres est également marqué par une fragmentation de l'espace mondial, un repli national et une crispation protectionniste (2003, p. 65 et sq.). Le monde connaîtrait bien, dans l'entre-deux-guerres, un tournant majeur, classiquement associé, depuis les analyses de Karl Polanyi, à une « grande transformation », c'est-à-dire le retournement du système international fondé sur le libéralisme économique, dont le symbole serait l'abandon de l'étalon-or au début des années 1930 : « la rupture du fil d'or donna le signal d'une révolution mondiale » (Polanyi, 1944, p. 51).

Ce modèle Polanyi ne doit pourtant pas être adopté sans discussion ; ce n'est pas qu'il faille douter du recul du commerce international entre 1913 et 1939, mais on peut penser sans doute que la propagation de la crise économique de 1929 dans le monde ne constitue pas moins un indicateur de solidarité entre les parties du monde que les échanges internationaux. Les aperçus historiques sur la mondialisation en restent pourtant généralement au modèle du flux et du reflux. En géographie toutefois, la période 1914-1945 suscite des interprétations divergentes, et cette divergence est lourde d'implications quant à la possibilité d'une conception proprement géographique de la mondialisation. Certains géographes, tel Laurent Carroué, ne se démarquent pas de la position esquissée plus haut : « dans la logique de Braudel, quatre grandes strates historiques peuvent être identifiées », XV^e-XIX^e siècles, XIX^e siècle-1918, puis « un demi-siècle de "retrait" » (1918-1970), et enfin, la phase actuelle (2004, p. 4). Et ce n'est pas nouveau : Paul Claval par exemple, a analysé la crise des années 1930 comme un moment de déstructuration de l'économie mondiale : « la crise disloque la reconstruction fragile des années d'après-guerre, provoque une rupture et une disparition presque totale du marché mondial » (1968, p. 761). Après 1945 seulement, on pourra songer à « recréer l'unité économique du Monde » (p. 535). Le schéma de la rupture est repris à l'envi depuis lors. C'est au point que Claude Manzagol, dans un manuel récent, emprunte à un économiste un schéma qui illustre parfaitement cette interprétation du « repli » de la mondialisation dans l'entre-deux-guerres (figure 1). Jacques Lévy parle aussi à ce propos, et à plusieurs reprises, d'un « point bas » de la mondialisation (par exemple 2003, p. 638). La crise mondiale en somme, prolongée par la Seconde Guerre mondiale, représenterait bien un creux de la vague. Mais d'autres géographes considèrent l'entre-deux-guerres, non pas d'abord comme une période de reflux, mais au contraire comme le moment d'une prise de conscience du niveau atteint par la « première mondialisation ». Olivier Dollfus par exemple, quand il retrace l'histoire du système Monde (notion qui rend compte des interdépendances de toutes natures à l'échelle de la planète), reconnaît que « la structuration du système Monde, accompagnée de la redistribution des cartes, s'est très largement effectuée ou a été accélérée lors des grands paroxysmes : première guerre mondiale, crise économique des années 1930, seconde guerre mondiale et ses suites » (1990, p. 302).

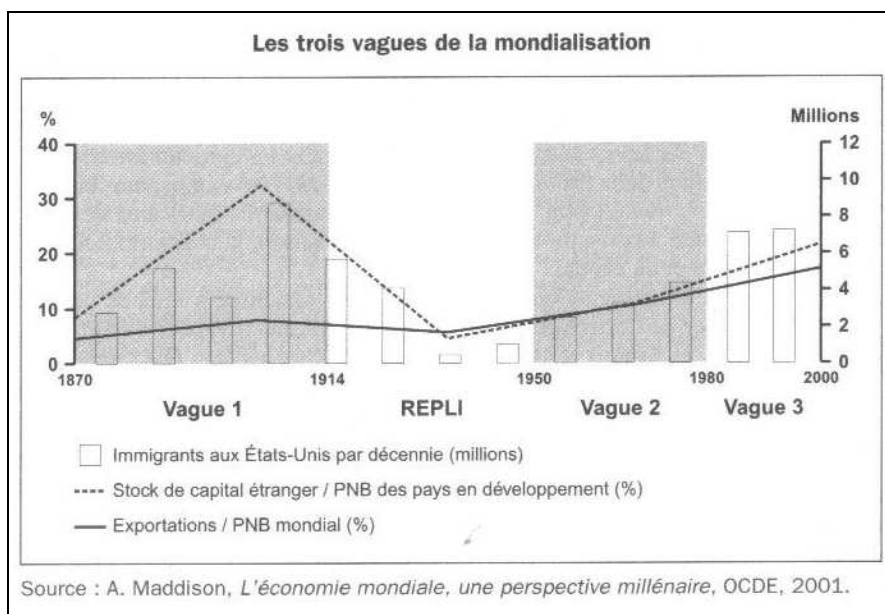


Figure 1 : « Les trois vagues de la mondialisation » (Manzagol, 2003, p. 16)

C'est le cas aussi pour Marie-Claire Robic :

La première moitié du XX^e siècle est marquée par la prise de conscience de la mondialisation, de la Grande Guerre à la crise économique des années trente et à la seconde guerre mondiale : c'est-à-dire d'une interdépendance générale à la surface de la terre, où la maîtrise de la circulation est telle que la distance n'est plus un frein aux relations et où les milieux quels qu'ils soient ne constituent plus des discontinuités majeures. (1995, p. 50)

Le même auteur y revient dans un texte plus récent :

La prégnance de ce niveau territorial [national] n'excluait pas toutefois la présence d'une autre échelle structurante : le niveau mondial. Là résidait même l'un des nœuds des problèmes identifiés comme nouveaux, avec la conscience d'une finitude du monde, amplifiée par l'extrême interdépendance qui s'était affirmée justement au cours du siècle, la crise mondiale en étant l'une des manifestations les plus extrêmes. (2006, p. 6)

Il y aurait ainsi, dans ce noyau d'une controverse historiographique jusqu'ici, semble-t-il, inaperçue, un élément essentiel d'interrogation : pourquoi le regard des géographes sur l'histoire de la mondialisation (et donc sur la mondialisation) peut-il être sensiblement différent de celui des historiens ou des économistes ?

Cela provient bien sûr de ce que les critères de la mondialisation varient selon les disciplines et que, surtout, la mondialisation, d'un point de vue géographique, semble se définir essentiellement comme un processus de mise en relation des diverses parties de la terre (notion récurrente d'interdépendance), dont on pressent qu'il n'a pas à voir seulement avec l'intégration économique. Que le commerce international chute dans l'entre-deux-guerres c'est une chose ; et à cela, il y aurait peut-être à redire, si l'on en croit Paul Bairoch, pour qui, s'agissant du commerce international précisément, et « malgré le retrait de la Russie du marché mondial, le niveau d'avant-guerre fut rattrapé dès 1924 et le volume des exportations mondiales augmenta de 6% par an entre 1924 et 1929, soit un taux encore jamais atteint dans l'histoire » (1999, p. 17)². Mais cela ne signifie pas nécessairement que toute mondialité ait

² Il chuterait certes de 35% en volume entre 1929 et 1932, mais pour redémarrer ensuite, sans attendre 1945 ou 1950, même si l'année 1938 reste encore inférieure à 1929 (p. 24).

disparu. Et les deux guerres mondiales ou la grande crise économique apparaîtraient dès lors comme des vecteurs ou des marques de mondialité aussi pertinents que les taux du commerce international. Il reste néanmoins à voir que les positions de Dollfus et de Robic ne se recouvrent pas totalement : le premier, comme les auteurs qui évoquent une rupture de mondialisation dans l'entre-deux-guerres, traite du processus en lui-même, alors que la seconde traite en revanche des perceptions des contemporains face à l'actualité économique. Il s'agit alors d'une histoire culturelle et/ou intellectuelle, et non plus d'une histoire socio-économique. C'est dans cette voie que nous nous engageons ici : non pas refaire une histoire des phénomènes économiques, mais une histoire des perceptions de ces phénomènes, portant l'attention sur les textes d'alors, sur leur façon de dire ce qui se passait dans le monde.

La géographie dans son contexte, enjeux théoriques.

Avant ce retour aux textes, il convient de caractériser l'enjeu épistémologique d'une telle entreprise, localisé dans les liens qu'entretiennent une science avec son contexte historique, avec « ce qui se passe dans le monde ». Dans quelle mesure la géographie se révèle-t-elle infléchie, informée, déterminée par les événements économiques, sociaux, politiques ? Dans quelle mesure les problématiques scientifiques tiennent-elles compte des problèmes de l'actualité ? Les géographes classiques ne furent pas, comme on le croit parfois, ni retranchés dans leur tour d'ivoire, ni préoccupés seulement par des questions d'enseignement et d'institutionnalisation disciplinaire (pour de nombreux exemples d'ouverture de la géographie au monde qui l'entoure, voir Baudelle *et al.*, 2001 ; Claval et Sanguin, 1996). Ils connurent, à tel ou tel moment (la Première Guerre mondiale et ses lendemains, la fin des années 1930) une « tentation de l'action » (Robic, 1996b) dans les domaines de la géopolitique, de l'urbanisme puis de l'aménagement. Par ailleurs, ils furent, notamment dans le cadre des Congrès Géographiques Internationaux, happés par l'actualité et des problèmes comme le surpeuplement, même si, au total, et au vu des programmes des Congrès, la géographie a fait preuve d'une assez « faible perméabilité aux événements politiques ou à la conjoncture économique » (Robic, 1996a, p. 217). De là à affirmer, comme certains historiens de la géographie le font, que la géographie classique, science normale au sens kuhnien (Kuhn, 1970), fut routinière et non novatrice³, il y a un pas pourtant difficile à franchir. Etablir un lien de causalité entre crise socio-économique et stagnation scientifique peut paraître franchement schématique, voire caricatural. Comme de cantonner la géographie de l'époque à l'approche régionale⁴. Car l'entre-deux-guerres semble être au contraire un moment d'adaptation de l'analyse géographique et de ses schémas explicatifs, et d'abord parce que le contexte des années 1920 et 1930 propose aux géographes un certain nombre de nouvelles thématiques, comme le surpeuplement ou le développement industriel et urbain, à des échelles souvent internationales ou mondiales. Mais aussi parce qu'il va devenir en quelque manière nécessaire de s'intéresser au niveau mondial pour comprendre ce qui se joue au niveau national, régional, local ; on a cité ainsi plus haut un texte de Marie-Claire Robic qui évoquait la place du niveau mondial dans la formulation de nouveaux problèmes en géographie. L'évolution du contexte historique pousserait à complexifier les procédures explicatives de la géographie avec l'introduction d'un « facteur mondial », pour reprendre une expression employée par A. Weiler en 1932 au sujet du tourisme international. La question

³ Dans l'entre-deux-guerres par exemple, selon André-Louis Sanguin, « le contexte ne prédispose pas l'innovation scientifique » (1996, p. 333).

⁴ Paul Claval insiste même de manière récurrente sur le fait que les successeurs de Vidal de la Blache ont perdu le sens du jeu des échelles : « Les géographes firent porter leur effort essentiel sur l'analyse de la région. (...) Les unités territoriales de plus grande dimension demeurèrent longtemps étrangères au géographe. La nation et les grands espaces économiques restèrent négligés » (1968, p. 17).

n'est pas de savoir au fond si le repli national de l'entre-deux-guerres a incité les géographes à se replier eux-mêmes sur le cadre national, mais de se demander en quoi travailler dans ce cadre empêcherait de se préoccuper de ce qui se passe ailleurs dans le monde, et au niveau même du monde ; les géographes adapteraient de la sorte l'étude régionale à un contexte marqué par une forte mondialité. Accepter cette hypothèse, c'est accepter aussi que l'entre-deux-guerres ne soit plus un « temps mort » dans l'histoire de la géographie.

Une géographie sous le signe de la crise : la géographie française des années 1920.

Pour notre part, nous mettons l'accent sur la réception en géographie de la crise inaugurée par le *krach* boursier de Wall Street en 1929 et qui s'étend au monde entier dans les années 1930, même s'il ne faudrait pas exagérer le coup de tonnerre de 1929. Les géographes (pas seulement eux), et particulièrement les Européens, pensent en effet le monde sous le signe de la crise depuis au moins dix ou quinze ans déjà quand le *krach* se déclenche. C'est que le monde précisément est en crise, bien avant 1929 ; le monde, entendons le monde jusqu'à présent dominé par l'Europe, tend à s'émanciper d'elle. Ce déclassement relatif de l'Europe, surtout par rapport aux Etats-Unis, exprimé souvent en termes de glissement du centre de gravité mondial, a contribué à une réorganisation en profondeur des représentations du monde (Arrault, 2006). Albert Demangeon est l'un des premiers, en géographie, à formuler très explicitement les enjeux de cette « crise », dans son ouvrage sur *Le Déclin de l'Europe* paru en 1920 (cf. Wolff, 2005). Il y décrit la concurrence croissante des Etats-Unis et du Japon, « l'éveil des peuples indigènes », l'impact dramatique de la Première Guerre mondiale qui précipite les évolutions au détriment de l'Europe, dont la dépendance économique s'accroît, la production diminue, les dettes s'envolent, la démographie s'effondre. L'Europe n'est plus en mesure en 1920 de dominer le monde, surtout en matière économique. C'est là un fait considérable, qui renverse les habitudes de pensée : « cette révolution économique s'annonce comme un événement géographique de portée universelle » (Demangeon, 1920, p. 71). Pour l'Europe, c'est une ère de remise en question qui s'ouvre. Comme l'a noté Louis Poirier, la guerre a été un tournant dans l'œuvre de Demangeon, et indirectement pour toute la géographie humaine, qui voit entrer dans son domaine « la notion, neuve en géographie, de *crise* » (1947, p. 89). Selon Poirier, l'ouvrage de Demangeon démontre que la géographie peut et doit s'intéresser à l'actualité du monde : « il témoigne, avec une rare clairvoyance en face même de l'événement, des bouleversements ultra-rapides apportés dans l'équilibre des sociétés humaines par un événement (la guerre de 1914) dont le caractère soudain, catastrophique, semble être ce qui a frappé le plus intensément le géographe » (*ibid.*). L'entre-deux-guerres se caractériserait ainsi d'emblée par la conscience d'une situation de crise pour l'Europe, à la fois économique et politique. Et les événements de 1929, s'ils approfondissent cette situation, n'en changent pas fondamentalement les termes : la concurrence économique à l'échelle mondiale est défavorable à l'Europe, qui se trouve isolée, affaiblie, contestée ; c'est ainsi encore, en 1935, le constat d'André Siegfried dans *La crise de l'Europe*. Toutes les années 1920 sont donc prises, indépendamment d'une conjoncture économique fluctuant entre dépression et prospérité, dans un paradigme à la fois de la crise, et même de la crise mondiale, et de l'interdépendance. Dès la fin de la guerre, certains géographes, parmi lesquels Demangeon se trouve au premier rang, se sont en effet rendus compte qu'on ne pouvait plus penser le monde de la même façon : l'interdépendance des nations entre elles est devenue une réalité incontournable. Jean Brunhes et Camille Vallaux l'ont bien relevé, qui décrivent des « rapports nouveaux entre les Etats établis sur le globe en chaîne ininterrompue » (1921, p. 396), une « *interdépendance* ininterrompue » entre eux qui fait qu'aucun « ne pourra désormais vivre à l'intérieur de frontières hermétiquement closes » (p. 423), car « la terre, devenue trop petite, ne permettra plus à personne de faire bande à part » (p. 424).

Quant à la crise, à la crise mondiale, et nous verrons qu'elle est également décrite en termes d'interdépendance, il importe de noter que l'expression même de « crise mondiale » se rencontre dans les *Annales de Géographie*, dès les années 1920, souvent d'ailleurs dans des « Notes » ou des « Chroniques », plus ouvertes à l'actualité économique. Ainsi en est-il, dans un texte sur la nécessité d'agrandir le port de Suez pour répondre à l'accroissement du trafic de pétrole, d'une crise houillère qui explique cet accroissement et « qui est mondiale » (Maurette, 1920, p. 237). C'est, aussi, la mise en rapport des difficultés de l'industrie cotonnière aux Etats-Unis avec une crise mondiale dans ce secteur (Vergez-Tricom, 1923, p. 561). Même chose pour ce qui est de la diminution des exportations de charbon des Etats-Unis en 1921, « qui n'est pas sans rapport avec la crise industrielle mondiale » (Arbos, 1924, p. 405). Toujours dans le domaine industriel, mais cette fois-ci pour l'Angleterre, et « la crise des charbonnages anglais » : « l'industrie souffre (...) d'une crise générale dans tous les pays : il existe à la fois sous-consommation chez plusieurs nations » (Levainville, 1926, p. 419). La géographie, dans les années 1920, est ainsi régulièrement confrontée à des crises ou des difficultés économiques, en particulier pour ce qui est des matières premières, et avant tout du charbon : l'accumulation de stocks dans divers pays producteurs est interprétée comme une conséquence de la sous-consommation. P.L. Michotte, sur le cas de la Belgique, en tire même la conclusion suivante : « c'est donc en toute vérité qu'on peut parler d'une crise mondiale de sous-consommation » (1929, p. 53). Le premier numéro des *Annales de Géographie* de 1929, d'où provient cet article de Michotte, contient par ailleurs la première partie de l'article de Demangeon sur « les aspects actuels de l'économie internationale », où ce dernier brosse un portrait déjà très sombre de la situation économique et commerciale du monde et de l'Europe : hausse inégale de la production, commerce international augmentant moins vite que la production, tensions commerciales avec les Etats-Unis et de nouveaux pays industrialisés... L'année 1929 semble par conséquent déjà caractérisée par un état de crise, et de crise mondiale, avant même que le *krach* ne se produise.

2. Géographie d'un monde en crise : un discours qui s'ouvre à la mondialisation.

Au cours des années 1920, les géographes se seraient donc accoutumés à penser le monde sous le signe de la crise. Mais la crise elle-même, elle leur apparaît le plus souvent comme un révélateur d'interdépendance (et donc d'une certaine mondialisation). En témoignerait par exemple un ouvrage publié à Londres, en pleine crise des années 1930, par un auteur qui n'est pas géographe, Ramsay Muir, mais qui aborde des questions préoccupant les géographes, un ouvrage dont le titre est très suggestif : *The Interdependent World and its Problems*. La crise met en lumière, précisément parce qu'ils se font *problématiques*, les liens qui unissent les Etats du monde entre eux.

La crise des années 1930 comme révélateur d'une solidarité mondiale.

On trouverait un grand nombre de textes évoquant la crise mondiale des années 1930, tant dans les *Annales de Géographie* que dans la *Bibliographie Géographique Annuelle* (qui devient *Internationale* en 1931). Cette abondance est à mettre en relation avec un recours accru, en géographie, à l'adjectif mondial (pour qualifier l'économie, le marché, la production, la consommation, le commerce etc.), tendance déjà bien amorcée dans les années 1920, mais incontestablement renforcée dans les années 1930 ; la crise y étant sans doute pour quelque chose. L'ambition serait donc ici de mesurer l'*information* du discours géographique par cette actualité économique, et de prendre conscience de l'importance de la dimension mondiale des phénomènes pour des géographes que l'on croit généralement arc-boutés sur les

réalités régionales : la crise mondiale va constituer un élément d'analyse fondamental pour comprendre ce qui se passe en chaque lieu du monde. Mais comment spécifier la réalité proprement mondiale d'un phénomène dont on va voir qu'il se manifeste surtout, en géographie, à d'autres échelles ? Que signifie parler de « crise mondiale » en géographie ? Au-delà de l'universalité des problèmes économiques (mondial au sens de « présent partout à la surface de la Terre »), la crise (celle de 1929 comme d'autres crises de dimension mondiale) rend surtout visibles les solidarités, pour reprendre un terme fort en usage à l'époque (particulièrement chez Demangeon), existant entre les continents, entre les nations. La crise est un révélateur de mondialité, un révélateur de l'unité du monde. Comme si l'interdépendance apparaissait plus nettement en contexte de crise, laquelle n'est pas d'abord repli, mais prise de conscience d'une avancée ; en Grande-Bretagne par exemple, c'est lors de la *crise* de 1914 que « le principe de la solidarité économique internationale, base de l'économie britannique, révéla ses faiblesses et ses dangers » (Demangeon, 1924, p. 365). Avant 1929, les géographes, souvent confrontés, on l'a dit, à un contexte de crise économique, remarquent l'existence de solidarités à toutes les échelles, surtout aux plus petites d'ailleurs, impériales ou mondiales. Impériales *et* mondiales devrait-on dire, dans la mesure où les replis sur soi, même impériaux, paraissent vite insuffisants ; Demangeon voit bien par exemple que l'Empire britannique, malgré ses efforts de fermeture, reste « solidaire des mondes non britanniques » (1928, p. 268). Les tentations protectionnistes et autarciques rendent même davantage visibles les interdépendances qu'elles ne les remettent en cause. Ces politiques de repli révèlent ainsi l'avancée de la mondialisation, ce que Fernand Maurette⁵ appelle, dans une note consacrée à la première Conférence Economique Internationale, ces « Etats Généraux de l'économie mondiale » tenus en 1927 (1928, p. 261), l'« inéluctable solidarité du monde économique moderne » (*ibid.*, p. 265).

Si la crise économique qui se déclenche en 1929, les crispations politiques et économiques qu'elle suscite, auraient pu être analysées comme une rupture de dynamique, et si les géographes observent effectivement la montée du protectionnisme et d'autres logiques semblables au cours des années 1930, elle est néanmoins bien davantage interprétée comme le signe que le monde est désormais interdépendant, pour reprendre l'expression de Muir. Dans son premier article sur les « aspects nouveaux de l'économie internationale », Demangeon fait par exemple de la crise un moment charnière dans l'histoire du monde comme dans l'analyse des faits économiques : « sans doute pour la première fois dans l'histoire, tous les pays de la Terre souffrent ensemble ; jamais encore on n'avait senti d'une manière si violente la solidarité qui unit les nations et qui tend à faire du monde un seul et grand marché » (1932, p. 1). Et encore :

On peut considérer comme un signe de notre époque que tous les pays du monde souffrent à la fois ; que les mêmes symptômes, chute des prix, chômage, se retrouvent partout ; que le même mal de la surproduction frappe à la fois l'agriculture et l'industrie. Le monde entier semble être un même corps dont tous les membres vivent d'une économie commune. (p. 7)

Ce texte tout à fait remarquable est pourtant ignoré par les historiens de la géographie et ceux de la mondialisation : globalité et simultanéité des problèmes, unification économique de la planète, revendication d'une nouveauté radicale, et « violence » de cette révélation, tout ceci contraint bien à revaloriser cette période dans l'histoire de la mondialisation, au moins dans sa dimension conceptuelle et intellectuelle et au moins pour la géographie. La crise des années 1930 produit bien une prise de conscience (en négatif) de la mondialisation.

⁵ Qui fut, non seulement l'auteur en 1922 d'un ouvrage relativement neuf sur *Les grands marchés des matières premières*, mais aussi un responsable du Bureau International du Travail, organisme lié à la Société des Nations.

Mais la crise mondiale n'entre cependant pas dans le discours géographique dès 1929, ni d'emblée avec la même la force que dans ce texte d'Albert Demangeon. La première référence à la crise de 1929 dans les *Annales de Géographie* date seulement (d'après nos lectures) de 1931, et c'est, déjà, dans un texte de Demangeon sur l'industrie du diamant à Amsterdam, qui

souffre depuis le mois d'octobre 1929 d'une crise de chômage qui est générale dans le monde. Elle est due à la crise financière des Etats-Unis et à l'influence de cette crise sur la vie économique. On l'attribue aussi en partie à l'incertitude où la préparation du tarif douanier américain a longtemps laissé le commerce du diamant. (1931, p. 215)

La crise, qui est encore « générale », n'intervient que secondairement ici, dans un propos de portée d'abord locale et parmi d'autres facteurs explicatifs. Les références vont ensuite se multiplier, surtout à partir du moment où la crise va toucher directement l'Europe. On doit tout de même ajouter que la crise mondiale, si elle révèle effectivement une solidarité entre les nations du monde, se constitue en réalité de plusieurs crises nationales en co-évolution :

On doit plutôt parler d'un ensemble de crises particulières que d'un phénomène unique. Avec sa structure économique propre, chaque pays réagit d'une manière personnelle aux événements généraux et aux conditions du milieu universel. (Demangeon, 1932, p. 7)

Le niveau mondial apparaît ici, c'est notable, comme un « milieu », comme un environnement dans lequel baignent les structures nationales, régionales et locales. Si une mondialisation est effectivement pensée à cette époque, ce serait donc à la fois comme interdépendance et simultanéité des problèmes, et comme insertion des spécificités nationales dans un « milieu » d'échelle mondiale qui n'intègre pas véritablement les trajectoires multiples dans un devenir commun, mais qui apparaît toutefois comme un domaine phénoménal particulier. C'est là sans doute une représentation quelque peu rudimentaire de la mondialisation. Mais du moins, cela démontre que les géographes, certains du moins, ont relevé les défis que la conjoncture économique mondiale leur lançait.

Une explication géographique de la crise ? Ou la crise comme facteur d'explication géographique ?

Dans les histoires de la géographie, à notre grande surprise, le passage suivant de l'essai déjà ancien d'André Meynier, n'est jamais cité (?), qui attirait pourtant l'attention sur la crise comme problème posé aux géographes de l'époque :

L'explosion de la grande crise mondiale (1929-1937) démontre avec force la place de l'économie dans toute la vie de l'humanité. Les géographes n'ont pas le droit de s'en désintéresser, ou de la tenir pour négligeable. Ils voient rapidement quelles erreurs commettent certains économistes en l'assimilant aux petites crises cycliques, fréquentes en économie capitaliste. C'est vraiment un type nouveau qu'il faut comprendre. (1969 p. 73)

Ce texte est d'autant plus intéressant que Meynier a écrit dans les *Annales* au moment de la crise. Sans entrer dans une histoire fastidieuse des causes de la crise ni dans l'historicité des explications données (qui ont varié aussi selon les disciplines), la remarque de Meynier sur la capacité des géographes à mieux expliquer la crise que les économistes, du moins à la mieux « comprendre », sans d'ailleurs qu'on sache bien à quoi il fait allusion, nous paraît tout à fait frappante, en ce qu'elle accredit l'idée que les années 1930 ont pu représenter une occasion exceptionnelle d'adaptation de la géographie au monde. Les géographes qui se risquent à expliquer la crise sont, au demeurant, peu nombreux, et s'en tiennent le plus souvent à des éléments relativement simples, tels que la surproduction, la sous-consommation et le protectionnisme (ces trois facteurs sont à peu près les seuls que met en avant dans son article de 1932). On ne remonte guère plus avant dans la chaîne causale, même si, ici ou là, un corps

d'explication plus consistant peut prendre forme, autour d'une crise générale du capitalisme par exemple, évoquée par Henri Baulig dans une analyse des difficultés de l'Europe face à la concurrence américaine (question traitée dans un ouvrage dont c'est ici le compte rendu), mais qui ne concernent pas qu'elle :

A vrai dire, le problème est plus général encore que ne le dit l'auteur : il est mondial. C'est le problème de l'économie capitaliste, tout au moins sous la forme de la concurrence illimitée, avec prééminence exclusive de la production sur la consommation et de la création des richesses sur leur usage. Les Américains ont aussi leur crise, qui est une crise de surproduction, de sur-équipement, de sur-industrialisation. (1931, p. 670)

Mais ce type de réflexion est somme toute assez rare ; le plus souvent, le discours géographique sur la crise reste descriptif. C'est que l'objet des géographes n'est pas d'élucider ce qui se passe dans ce « milieu » mondial perturbé, mais de décrire des espaces (régionaux par exemple) que la désorganisation du milieu mondial vient également perturber. D'une certaine manière, c'est déjà là le problème de qu'on nomme aujourd'hui couramment la *glocalisation* : l'interférence du niveau global/mondial avec les autres niveaux scalaires. La géographie ne chercherait donc pas d'abord à expliquer la crise, ou pas directement, contrairement à l'assertion quelque peu enthousiaste de Meynier. Ce même Meynier d'ailleurs, lorsqu'il parle de la crise mondiale dans des textes des années 1930, le fait dans un contexte éminemment local, comme bien des géographes que nous avons cités jusqu'à présent (Demangeon et les diamants d'Amsterdam...). Quand il analyse par exemple « la crise agricole dans le Cantal et ses conséquences sociales », la crise mondiale ne surgit qu'à titre préambulaire (1931, p. 411). Elle constitue un arrière-plan, un horizon pour l'analyse de ses manifestations locales. Et les géographes, au moins dans le corpus étudié, ne recourraient à la crise mondiale comme argument que pour complexifier l'explication géographique, par une espèce d'aller-retour entre la conjoncture mondiale et les phénomènes locaux ou régionaux – ceci est déjà vrai dans les exemples donnés pour les crises mondiales (du charbon etc.) des années 1920 : les crises locales sont expliquées par la conjoncture mondiale. La quasi totalité des textes géographiques où il est question de crise mondiale ont, de fait, des titres « régionaux » : l'industrie ou la production de tel produit dans tel ou tel pays ou région.

Le niveau mondial, par conséquent, n'intervient qu'en partie seulement dans l'explication géographique, les géographes ne délaissent jamais les autres facteurs (milieu physique et social, histoire...). Demangeon remarquait ainsi, en 1932 et dans une citation donnée plus haut, combien il était important de faire toute la part des conditions régionales et nationales dans l'analyse de l'économie internationale et de la crise. Rares sont même les occasions de marquer un lien de causalité direct entre des problèmes locaux et les difficultés mondiales, comme ce peut être le cas pour « le problème mondial du blé », qui n'a pas été, d'après la critique de René Musset, suffisamment étudié par F. Soldati dans son ouvrage sur *Le blé argentin* : « l'étude de la crise en Argentine et celle de ses rapports avec la crise mondiale auraient gagné, semble-t-il, à être fondues, la seconde éclairant la première » (1933, p. 544). Mais c'est que l'Argentine a été dès longtemps reconnue pour un pays à l'économie très ouverte et pour une puissance agricole mondiale (cf. l'article d'E. Chabanier en 1929). C'est donc tout de même la spécificité du milieu local qui justifie le lien de causalité (« l'éclairage ») rappelé par Musset. Lorsqu'il traite du cas français en revanche, il ne tient pas le même discours : la crise agricole en France « n'est pas la conséquence immédiate de la crise mondiale » (1936, p. 529). On constate presque systématiquement que le milieu mondial ne détermine pas véritablement les milieux nationaux ou régionaux, mais y interfère néanmoins. Et ce maintien d'une pluralité de facteurs explicatifs est sans doute à mettre au crédit de la géographie, alors qu'il aurait été évidemment facile de rapporter tous les maux des économies nationales et régionales à la crise mondiale (pour justifier par exemple le

protectionnisme). Les géographes rendent au contraire toujours compte des caractéristiques économiques des espaces étudiés ; ainsi par exemple à propos de la crise dans « l'exportation des bois des colonies françaises d'Afrique » qui a éclaté en 1929 :

Cette crise a des causes multiples, qui ne sont pas dues seulement aux effets du malaise économique mondial. La surproduction tient moins à la baisse générale de la consommation qu'à une insuffisante organisation du marché d'une part, d'autre part au manque de liaison entre les catégories de la production et les besoins. (Célérier, 1931, p.325)

Mais ils font également la part d'autres caractéristiques qu'économiques : « la crise du coton en Oranie » s'explique par exemple par deux causes essentielles, « l'effondrement des cours mondiaux et l'extension d'un parasite appelé le ver rose » (Tinthon, 1934, p. 202). Cette capacité à toujours resituer l'analyse dans les contextes spécifiques, voire anecdotiques (le ver rose !), permet même à la limite de faire abstraction de la crise, du moins de ne pas en faire un principe explicatif exclusif. Un seul exemple ici, particulièrement révélateur, l'analyse par Demangeon de la crise des chemins de fer français :

On incline souvent à penser que ce malaise n'est qu'un aspect particulier de la crise, qui n'épargne aucune forme d'économie ; en ce cas, il serait un phénomène momentané qui prendrait fin lors du retour de la prospérité. Il semble que cette cause n'agisse pas seule, et surtout qu'elle ne soit pas la plus profonde. En réalité nous sommes devant une évolution des moyens de transport, qui se serait produite même si la crise économique ne sévissait pas. Les chemins de fer perdent le rôle prépondérant qu'ils ont joué, au moins dans l'Europe occidentale, durant la fin du XIX^e siècle et les premières années du XX^e. (1933, p. 449)

La crise n'interviendrait pas dans ce bouleversement à la fois technologique et culturel qui voit le chemin de fer perdre du terrain face à l'automobile. En général néanmoins, la crise mondiale apparaît dans l'arsenal explicatif de la géographie pour le compléter et mieux comprendre de la sorte ce qui se passe dans les lieux, régions ou pays étudiés.

3. Gestion et fin de crise : les géographes face à la fermeture économique du monde.

Pendant les années 1930, nombre de géographes en viennent ainsi à prendre conscience des interdépendances existant entre les nations dans la mesure où elles influent sur les réalités géographiques à différentes échelles ; mais ils n'ignoraient pas qu'une fermeture du monde, s'exprimant par le protectionnisme, la tentation de l'autarcie nationale et/ou impériale, le resserrement du marché mondial, avait également lieu sous leurs yeux.

Comment remédier à la crise ? A propos d'un libéralisme géographique...

Face à cette fermeture économique du monde, les géographes prennent décidément parti. Ils se déclarent souvent partisans de la réouverture des frontières et internationalistes. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, ils défendent la paix du monde sur les bases de l'entente économique. Jean Brunhes et Camille Vallaux rédigent par exemple un vigoureux plaidoyer pour une Société des Nations forte et ambitieuse, capable de reconstruire le monde sur la base d'une « organisation harmonieuse et pacifique de l'alimentation, c'est-à-dire de la répartition des matières premières, et [d']une discipline collective de la circulation, c'est-à-dire des transports maritimes » (1921, p. 619). Le thème du partage des ressources mondiales réapparaîtra d'ailleurs de temps à autre dans le discours géographique comme moyen de pacifier les relations internationales, notamment au moment de la crise. Beaucoup de géographes, et pas seulement Français, conscients des tensions sur les marchés, considèrent que l'économie mondiale doit être organisée de manière internationale, et que l'interdépendance économique doit être maintenue pour sauver la paix (on rappellera que le

géographe Fernand Maurette a occupé, à partir de 1924, de hautes fonctions au Bureau International du Travail, à Genève, cf. Dupuy et Gallois, 1938, p. 201). Tel est le sens, d'après le compte rendu de R.R. Platt, d'une anthologie de textes publiée par Isaiah Bowman pour servir d'introduction à l'étude des relations internationales, textes choisis « du point de vue d'un géographe qui considère que les progrès de la paix dans le monde dépendent du progrès du sentiment que les peuples auront de leur solidarité économique » (Platt, 1931b). Sur ce point, les géographes, mais leur voix est bien faible, se prononcent, dès les années 1920, pour l'entente internationale et contre le protectionnisme. On évoquera seulement ici l'appel de Michotte à une entente internationale pour lutter contre la crise charbonnière mondiale (1929, p. 65), ou bien encore celui de Demangeon à l'entente européenne pour faire face à la concurrence des Etats-Unis (1929, p. 25). On pourrait avancer l'idée que ce thème de l'entente internationale, à différentes échelles on le voit, constitue le cœur d'un internationalisme géographique dans l'entre-deux-guerres, et même peut-être un apport original à la pensée des relations internationales pendant la crise des années 1930, quand l'inclination générale était au repli protectionniste. La prégnance de la représentation organiciste du monde dans la période (comme chez Demangeon, cf. plus haut), malgré un certain désaveu épistémologique, constitue une trace significative de l'intérêt porté par les géographes à la solidarité entre les parties du monde et de leur souhait de ne pas aggraver le cloisonnement économique résultant de la crise par des politiques de fermeture.

Le décloisonnement économique apparaît alors comme un « idéal », libéral au sens du XIX^e siècle (mais c'est ici un libéralisme quelque peu paradoxal, qui accorde une grande place à l'Etat et à l'autorité politique dans la régulation et l'organisation économiques). Pendant les années 1930, le thème de l'entente internationale est explicitement présenté comme une solution, du moins un élément de solution à la crise économique, surtout pour ce qui est de la répartition des matières premières, mais pour ce qui est aussi du commerce international. Il s'oppose au thème protectionniste, qui, de l'avis général, ne peut être la solution, laquelle résiderait au contraire dans « la restauration de la liberté du commerce », pour reprendre une expression de Demangeon, dans une note qu'il rédige à propos de la revue *L'Economie Internationale*, publiée par la Chambre de Commerce Internationale depuis 1930, et dont tous les efforts sont consacrés à cette restauration (1936, p. 135). Les géographes sont si bien conscients que la crise mondiale exprime l'interdépendance des nations qu'ils ne peuvent se prononcer pour des solutions d'ordre national. Le protectionnisme est une solution dépassée, inefficace, et surtout, non géographique. Détaillant le problème du blé, R. Musset observe que la crise,

étant mondiale, veut un remède mondial comme elle, une entente ou tout au moins une réglementation portant sur tous les Etats grands producteurs et consommateurs de blé. Mais, et c'est en la matière le point faible, le point douloureux, pareille entente est-elle réalisable ? En un monde où jamais peut-être l'interdépendance de tous les pays ne s'est révélée si forte ni si accablante, il est de fait que jamais aussi l'accord n'a été si malaisé, pour ne pas dire si impossible : chaque Etat cherche son salut, et ne peut, bien entendu, le trouver, dans un âpre protectionnisme, politique à courte vue, qui prolonge la crise et l'exaspère. (1935, p. 116)

Ce texte synthétise la plupart des points que nous avons abordés : la perception de la crise mondiale comme révélatrice d'interdépendance, l'appel à une entente internationale pour gérer le marché mondial du blé, la critique vive du protectionnisme. Mais ce texte aussi, et il faut prêter attention à ce point, manifeste très bien la mutation déjà évoquée du raisonnement géographique dans le sens d'une considération accentuée de la dimension mondiale des phénomènes économiques. La crise en tant que telle a bien contribué à l'intégration du niveau mondial dans l'analyse géographique. Musset le formule ailleurs encore plus nettement, soulignant combien la politique des prix du gouvernement français n'a eu, pour ainsi dire,

aucun impact sur l'évolution des prix en France : « voilà qui, en dissipant les illusions sur l'entière efficacité d'un protectionnisme excessif, illustre un fait *proprement géographique*, la solidarité universelle des pays producteurs et consommateurs » (1937, p. 77. *Nous soulignons*). Ces lignes provenant d'un texte sur les « conditions géographiques » des prix, on peut émettre l'hypothèse que la crise économique a sensibilisé les géographes à une nouvelle *condition* géographique mondiale des réalités économiques. C'est aussi, à notre sens, l'esquisse d'une définition « proprement géographique » de la mondialisation.

Les leçons de la crise.

Les géographes n'ont pas pesé dans le débat public sur la gestion de la crise, l'intérêt n'était pas ici du reste de les découvrir conseillers en politique économique. Ils ont eu la « tentation », au moins intellectuelle, de relever le défi d'un monde en crise, et cela nous suffit présentement, pour ce que cela nous apprend sur leur capacité à intégrer le niveau mondial dans leurs procédures explicatives, fussent-elles centrées sur la région ; et on a tenté de bien mettre en lumière ce paradoxe, qui n'en est un au fond que si l'on considère que s'intéresser à un espace d'échelle intermédiaire implique de ne pas regarder ni à côté, ni ailleurs, ni *au-dessus*. La leçon de la crise des années 1930 a donc trait d'abord à l'histoire et à l'épistémologie de la géographie : nous découvrons une géographie ouverte au monde et qui a perçu la crise comme une mise à l'épreuve de ses dispositifs et de ses outillages analytiques. Un exemple encore de cela, dans un texte intitulé « l'industrie dans la région de Saint-Dié » :

La crise récente a fait sentir à toute la région l'importance et la complexité de l'édifice industriel dont elle est fière. Elle a pu aussi – expérience instituée par la nature – aider le géographe à mieux en expliquer la fragile diversité. (Baumont, 1937, p. 247)

La crise est décrite ici comme une *expérience* permettant au géographe de mieux *expliquer* l'originalité régionale (le mot région est d'ailleurs dans le titre). Ce point nous semble essentiel. Il n'est pas anodin de remarquer en outre que ce texte date déjà de 1937 ; son auteur dispose d'un certain recul par rapport à la crise elle-même, ce qui lui permet d'explicitier ce qui n'était jusqu'à alors qu'implicite. On se trouve déjà en quelque manière dans l'histoire de la crise. Elle est maintenant au passé, ce qui permet d'en tirer les leçons. Les géographes commencent de fait à parler de la crise au passé autour de 1937, du moins dans les *Annales de Géographie*. L'idée d'une reprise économique et commerciale se diffuse également, même si c'est toujours avec prudence, et même si l'économie mondiale paraît encore bien fragile et cloisonnée : « jamais le monde ne s'est trouvé aussi éloigné de l'économie libérale », affirme même Antoine Albitreccia, dans une note consacrée à « la situation générale du commerce mondial » (1937, p. 321). Mais l'année 1937 correspond bel et bien au moment où on commence en géographie à parler d'une fin de la crise ; et en 1938, le tournant est encore plus net. Car la crise est maintenant sortie du champ de l'actualité.

Certains auteurs, pas forcément géographes d'ailleurs, n'ont toutefois pas attendu le retournement de conjoncture pour traiter de la crise comme d'un événement historique de grande portée. C'est le cas de R. Lewinsohn, qui écrit en 1934 une *Histoire de la crise*, dont F. Debyser s'est fait le lecteur pour la *Bibliographie Géographique* (1935, p. 137). Dans la même logique, mais avec des implications plus conséquentes, la crise mondiale de 1929, devenant événement historique, se généralise au sens conceptuel : la *crise mondiale* devient concept (même si la conceptualisation était déjà avancée, on l'a vu, dans les années 1920) permettant de relire l'histoire économique du monde. Demangeon attire ainsi l'attention sur un ouvrage allemand qui emblématise ce processus de généralisation :

Intéressant livre qui montre que la crise de 1857-1859 a pris, comme celle d'aujourd'hui, un caractère universel. Elle représente l'un des premiers contrecoups de l'évolution qui a fait du monde une unité économique. Elle éclata presque en même temps aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans l'Ouest et le Centre de l'Europe, d'où elle gagna les pays d'outre-mer. Comme la crise actuelle, elle fut provoquée par l'abus de crédit et fut marquée par la surproduction et le chômage. (1935)

La crise des années 1930 est donc, dès 1934-1935, historicisée et conceptualisée de telle sorte que l'histoire peut être repensée à partir d'elle. Elle devient, avant même d'être complètement achevée, un de ces événements qui rendent possible une nouvelle lecture de l'histoire. Or il apparaît que cette lecture rétrospective, au sens où elle relit l'histoire dans l'ombre portée d'un événement ou d'un concept contemporain, repose sur la dimension mondiale de l'événement considéré. En somme, la crise mondiale permet, dès 1934 répétons-le, de réinterpréter l'histoire de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, comme marquée par un processus de *mondialisation* ; Demangeon en effet, parlant de « l'évolution qui a fait du monde une unité économique », propose une très étonnante préfiguration, sur le mode la périphrase, de la notion contemporaine de mondialisation.

Conclusion

L'acclimatation de la dimension mondiale dans le discours géographique n'ira pourtant guère plus loin avant plusieurs décennies, même si la crise de 1929 reste en géographie, au cours des années 1930-1940, un événement capital, régulièrement rappelé, surtout dans ses répercussions locales et régionales. De fait, si elle a permis une intégration de la dimension mondiale en géographie, on a bien senti qu'il s'agissait davantage d'une complexification du dispositif explicatif régional, que de l'émergence de quelque chose comme d'une nouvelle géographie. Malgré cette importante limite, les années 1930 nous semblent au final une époque décisive dans l'histoire de l'émergence de la mondialisation comme problème ou problématique géographique, émergence déjà signalée par ailleurs mais pour une période légèrement postérieure :

Déjà affirmée au tout début du siècle, cette conscience est réactivée par la crise économique et par cette deuxième guerre "mondiale". Que la mondialisation soit advenue semble bien être la découverte de la fin des années 1930 et du début des années 1940. (Robic, 1996b, p. 51).

Nous pensons avoir montré que cette indication rapide était largement fondée, quoique minorant peut-être les années 1930 en tant que telles.

Géographie-cités, UMR 8504, Equipe EHGO
13 rue du Four
75006 Paris

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

- ALBITRECCIA Antoine, 1937, « La situation générale du commerce mondial », *Annales de Géographie*, 260, p. 321-322.
- ARBOS Philippe, 1924, « La production et le commerce du charbon aux Etats-Unis », *Annales de Géographie*, 184, p. 404-406.
- BAULIG Henri, 1931, « L'Amérique à la conquête de l'Europe », *Annales de Géographie*, 228, p. 669-670.
- BAUMONT Michel, 1937, « L'industrie dans la région de Saint-Dié », *Annales de Géographie*, 261, p. 247-259.
- BRUNHES Jean et VALLAUX Camille, 1921, *La géographie de l'histoire. Géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*. Paris, Félix Alcan, 709 pages.
- CELERIER Jean, 1931, « L'exportation des bois des colonies françaises d'Afrique », *Annales de Géographie*, 225, p. 325-327.
- CHABANIER E., 1929, « Buenos Aires, ville atlantique et les conditions de la colonisation argentine », *Annales de Géographie*, 216, p. 587-602.
- DEBYSER F., 1935, Compte rendu de R. LEWINSOHN, *Histoire de la crise (1929-1934)*. Paris, 1934. *Bibliographie Géographique Internationale 1934*, n°625, p. 137.
- DEMANGEON Albert, 1920, *Le déclin de l'Europe*. 2^{ème} édition préfacée et mise à jour par Aimé PERPILLOU, 1975, Paris, Librairie Guenegaud, XI + 373 pages.
- DEMANGEON Albert, 1924, « Evolution économique de la Grande-Bretagne d'après le livre de M^r André Siegfried », *Annales de Géographie*, 184, p. 365-373.
- DEMANGEON Albert, 1928, « L'Angleterre, l'Europe et le monde d'après le livre de Mr Erich Obst », *Annales de Géographie*, 207, p. 268-270.
- DEMANGEON Albert, 1929, « Les aspects actuels de l'économie internationale (Premier article) », *Annales de Géographie*, 211, p. 10-25.
- DEMANGEON Albert, 1931, « L'industrie du diamant à Amsterdam », *Annales de Géographie*, 224, p. 214-215.
- DEMANGEON Albert, 1932, « Aspects nouveaux de l'économie internationale (Premier article) », *Annales de Géographie*, 229, p. 1-21.
- DEMANGEON Albert, 1933, « Les chemins de fer français », *Annales de Géographie*, 239, p. 449-460.
- DEMANGEON Albert, 1935, Compte rendu de H. ROSENBERG, *Die Weltwirtschaftskrisis von 1857-1859*. Stuttgart-Berlin, 1934. *Bibliographie Géographique Internationale 1934*, n°183, p. 51.
- DEMANGEON Albert, 1936, Compte rendu de publication de *L'Economie internationale*, Revue de la Chambre de Commerce Internationale. *Bibliographie Géographique Internationale 1935*, n°537, p. 135.
- DUPUY P. et GALLOIS Lucien, 1938, « Fernand Maurette (1879-1937) », *Annales de Géographie*, 266, p. 199-202.
- LEVAINVILLE Jacques, 1926, « La crise des charbonnages anglais », *Annales de Géographie*, 197, p. 419-426.
- MAURETTE Fernand, 1920, « L'agrandissement du port de Suez », *Annales de Géographie*, 159, p. 236-237.
- MAURETTE Fernand, 1922, *Les grands marchés des matières premières*. (4^{ème} édition 1928), Paris, Armand Colin, VI + 198 pages.
- MAURETTE Fernand, 1928, « Les publications documentaires de la Conférence Economique internationale », *Annales de Géographie*, 207, p. 261-265.
- MEYNIER André, 1931, « La crise agricole dans le Cantal et ses conséquences sociales », *Annales de Géographie*, 226, p. 411-419.
- MICHOTTE P. L., 1929, « L'industrie belge du charbon », *Annales de Géographie*, 211, p. 47-66.
- MUIR Ramsay, 1933, *The Interdependant World and its Problems*. London. Compte rendu dans *Scottish Geographical Magazine*, 1933, n°2, vol XLIX, p. 128.
- MUSSET René, 1933, « Le blé argentin », *Annales de Géographie*, 239, p. 543-544.
- MUSSET René, 1935, « Problèmes du blé », *Annales de Géographie*, 248, p. 113-126.
- MUSSET René, 1936, « Le problème du blé en France », *Annales de Géographie*, 257, p. 528-529.
- MUSSET René, 1937, « Les prix en France de 1927 à 1935 et leurs conditions géographiques », *Annales de Géographie*, 259, p. 76-78.
- POIRIER Louis, 1947, « L'évolution de la géographie humaine. », *Critique*, p. 86-94.
- POLANYI Karl, 1944, *The Great Transformation*. New York. Traduction française, 1983, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des sciences humaines, 419 pages.
- PLATT R. R., 1931a, Compte rendu de E. M. PATTERSON, *The World's Economic Dilemma*. *Bibliographie Géographique Annuelle 1930*, n°532, p. 105.
- PLATT R. R., 1931b, Compte rendu d'Isaiah Bowman, *International Relations. Reading with a purpose*, n°60, Chicago. *Bibliographie Géographique Annuelle 1930*, n°452-A, p. 89.
- SIEGFRIED André, 1935, *La crise de l'Europe*. Paris, Calmann-Lévy, Questions d'actualité, 125 pages.

- TINTHOIN Robert, 1934, « La crise du coton en Oranie », *Annales de Géographie*, 242, p. 201-204.
- VERGEZ-TRICOM G., 1923, « La culture du coton aux Etats-Unis », *Annales de Géographie*, 180, p. 560-563.
- WEILER A., 1932, « Le tourisme, facteur économique mondial », *Annales de Géographie*, 232, p. 402-405.

OUVRAGES ET ARTICLES GENERAUX

- ARRAULT Jean-Baptiste, 2006, « A propos du concept de méditerranée. Expérience géographique du monde et mondialisation », *Cybergéo : Revue européenne de géographie*, n°332, 16 pages.
- BAIROCH Paul, 1999 (nouvelle édition), *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*. Paris, La Découverte, coll. Sciences humaines et sociales, 288 pages.
- BAUELLE Guy, OZOUF-MARIGINIER Marie-Vic, ROBIC Marie-Claire (dir.), 2001, *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la Cité*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Espace et Territoires, 390 pages.
- BENICHI Régis, 2003, *Histoire de la mondialisation*. Paris, Editions Jacques Marseille/Vuibert, 311 pages.
- BERGER Suzanne, 2003, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*. Paris, Seuil, coll. La République des Idées, 95 pages.
- CARROU Laurent, 2002, *Géographie de la mondialisation*. Paris, Armand Colin, coll. U, 254 pages.
- CHEVALIER Michel, 1996, « Les géographes français dans l'entre-deux-guerres », in CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. op. cit., p. 15-26.
- CLAVAL Paul, 1968, *Régions, Nations, Grands espaces. Géographie générale des ensembles territoriaux*. Paris, Editions M.-Th. Génin, 837 pages.
- CLAVAL Paul, 1998, *Histoire de la géographie française de 1870 à nos jours*. Paris, Nathan Université, coll. Réf., 543 pages.
- CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), 1996, *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. Paris, L'Harmattan, coll. Géographie et Cultures, 345 pages.
- CROUZET François, 2002, « De la mondialisation », *Historiens et géographes*, n° 378, p. 231-242.
- DOLLFUS Olivier, 1990, « Le système Monde », in BRUNET Roger (dir.), *Mondes Nouveaux, Géographie Universelle, tome I*. Paris/Montpellier, Hachette/RECLUS, 551 pages, 2^e partie.
- KUHN Thomas, 1970 (2^{ème} édition), *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Champs/Flammarion, 284 pages.
- LEVY Jacques, 2003, « Mondialisation », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 1033 pages, p. 637-642.
- MANZAGOL Claude, 2003, *La mondialisation. Données, mécanismes, enjeux*. Paris, Armand Colin, coll. Campus, 191 pages.
- MEYNIER André, 1969, *Histoire de la pensée géographique en France*. Paris, PUF, coll. Sup Le Géographe, 223 pages.
- ROBIC Marie-Claire, 1995, « Epistémologie de la géographie », in BAILLY A., FERRAS R. et PUMAIN D. (dir.), *Encyclopédie de Géographie*. (2^e édition) Paris, Economica, 1167 pages, p. 37-56.
- ROBIC Marie-Claire, 1996a, « Les résolutions et irrésolutions d'une cité scientifique : l'entre-deux-guerres », in ROBIC M.-C., BRIEND A.-M., RÖSSLER M. (dir.), *Géographes face au monde. L'Union Géographique Internationale et les Congrès internationaux de géographie*. Paris, L'Harmattan, 463 pages, p. 179-225.
- ROBIC Marie-Claire, 1996b, « Des vertus de la chaire à la tentation de l'action », in CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. op. cit., p. 27-58.
- ROBIC Marie-Claire, 2006, « A crise dos anos trinta e a emergência de novos temas na geografia », in ANGOTTI-SALGUEIRO H. (org.), *Pierre Monbeig e a geografia humana brasileira : a dinâmica da transformação*. São Paulo, EDUSC, IEB, FAPESP. Version française consultée à la bibliothèque de l'équipe EHGO : « La crise des années trente et l'émergence de nouveaux thèmes dans la géographie », 10 pages.
- SANGUIN André-Louis, 1996, « La migration d'un champ scientifique : la géographie française au début et à la fin du XX^e siècle », in CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. op. cit., p. 331-345.
- WOLFF Denis, 2005, *Albert Demangeon (1872-1940). De l'école communale à la chaire en Sorbonne, l'itinéraire d'un géographe moderne*. Thèse effectuée sous la direction de Marie-Claire ROBIC, Université de Paris I, 4 volumes, 865 pages.